

Étranger 21

Sénégal/Justice

Le procès du maire de Dakar renvoyé dès l'ouverture au 3 janvier

AFP
Dakar/Sénégal

LE procès pour "détournement de fonds publics" du maire de Dakar, Khalifa Sall, et de plusieurs de ses collaborateurs, s'est ouvert hier pour être aussitôt renvoyé au 3 janvier.

Le tribunal correctionnel de Dakar "renvoie d'office au 3 janvier en audience spéciale" le procès du maire de la capitale, en détention préventive depuis le 7 mars, et de ses coprévenus, a déclaré le président, Maguette Diop. Les avocats de la défense ont de nouveau dénoncé la "précipitation" avec laquelle l'instruction a été bouclée, selon eux, affirmant en avoir appris la clôture par la presse vendredi.

Le président du tribunal a appelé les protagonistes à "rester sereins" lors des débats, parfois houleux, en présence de nombreux partisans de Khalifa Sall qui occupaient la majeure partie des sièges de la salle du Palais de justice, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les huit accusés doivent répondre de dépenses "non justifiées" de plus de 2,7 millions d'euros (1,7 milliard de francs) prélevés sur plusieurs années, selon la justice, dans les caisses de sa mairie, ce qu'ils nient.

Au terme de l'audience, le maire de Dakar, en boubou blanc comme l'ensemble des prévenus, a salué de la



Photo : AFP

De nombreux Dacarais, principalement ses partisans, ont fait le déplacement du palais de justice pour assister au procès du maire Khalifa Sall.

main, souriant, ses soutiens qui l'acclamaient en scandant son prénom.

Un important dispositif de sécurité était déployé autour du tribunal pour prévenir tout débordement, mais aucun incident n'a eu lieu. "Khalifa président !", ont scandé ses partisans à l'issue de l'audience.

Considéré comme un probable candidat à l'élection présidentielle de 2019 contre Macky Sall, au pouvoir depuis 2012, s'il peut se présenter, le maire de Dakar a été élu député aux législatives du 30 juillet, malgré sa détention. L'Assemblée nationale a levé le 26 novembre son immunité, ouvrant la voie à un procès.

Ses partisans imputent ses déboires judiciaires à son statut de dissident du Parti socialiste (PS), membre de la coalition présidentielle, des soupçons rejetés par les responsables du pouvoir.

La Ville de Paris a adopté mardi un vœu pour créer un "observatoire internatio-

nal des maires en danger" afin d'aboutir à un statut protecteur pour ces élus, citant le cas de Khalifa Sall, "emprisonné à cause de son bilan et de ses ambitions politiques".

La mairie de Paris a également annoncé que, pour veiller à un procès équitable, elle sollicitait l'intervention d'avocats français de renom, qui se sont associés à la demande de renvoi de la défense.

Toutes les démarches depuis des mois une remise en liberté du maire de Dakar ont échoué. La semaine dernière, le doyen des juges d'instruction a refusé le dépôt d'une caution qui lui aurait permis de comparaître libre.

Khalifa Sall a présenté à Dakar une liste dissidente victorieuse aux élections locales de 2014. Il a ensuite multiplié les critiques contre la coalition présidentielle, appelant notamment à voter non au référendum constitutionnel du 20 mars 2016.

Kenya/Violences électorales

HRW dénonce des viols, notamment par la police

AFP
Nairobi/Kenya

L'ONG Human Rights Watch a dénoncé hier de "nombreux" viols commis au Kenya, notamment par les forces de sécurité, durant un feuillet électoral de près de quatre mois émaillé de violences et marqué par l'invalidation en justice d'un scrutin présidentiel.

"Environ la moitié des femmes interrogées ont dit avoir été violées par des policiers ou des hommes en uniforme", a indiqué HRW dans un rapport, précisant avoir mené des entretiens avec 65 femmes, trois mineures et trois hommes

ayant subi des agressions sexuelles de diverses natures.

"D'autres survivants disent avoir été violés par des civils", a assuré HRW, soulignant que le but de son rapport n'est pas d'établir une liste exhaustive des cas de violences sexuelles mais d'illustrer cette triste tendance par quelques exemples documentés en détail.

La moitié des viols recensés dans ce rapport sont des viols collectifs, a ajouté l'ONG, selon laquelle "de nombreuses attaques ont été accompagnées d'actes de torture et de violences physiques, alors que certains assaillants ont soumis leurs victimes par des menaces verbales ou en

pointant vers elles leurs fusils ou leurs couteaux".

Dans son rapport, l'ONG dénonce de manière plus générale le comportement de la police durant la longue période électorale kényane, notamment "l'usage excessif de la force contre des manifestants, les meurtres, passages à tabac et membres coupés d'individus, ainsi que le pillage et la destruction de biens".

Au moins 58 personnes ont été tuées entre le 8 août et fin novembre dans les violences ayant accompagné le processus électoral, en grande majorité dans la répression de manifestations de l'opposition par la police, selon un comptage de l'AFP.



Restaurants • Salons de Thé • Boîtes de nuit...



Menu du jour 12 000
1 entrée + 1 plat + 1 dessert

Vendredi

Mix grill et Orchestre

- 27 000 adultes
- 17 000 enfants

Dimanche

Formule petit déjeuner 10 000

Buffet Familial :

- 27 000 adultes
- 17 000 enfants

Tél. : 07 17 17 77 - 05 08 88 88

CASINO CROISSETTE

LE LOUNGE & LES JEUX



FETE DES MACHINES

VENDREDI 22 DECEMBRE DE 15H A 19H

PLEIN DE BONUS ET DE SUPER BONUS A GAGNER AU TIRAGE AU SORT TOUTES LES 15 MINUTES ET D'AUTRES SURPRISES !

Grand Buffet NOËL & nouvel AN
25 Dec & 1er Jan

- Avec accès piscine
- Animé par l'orchestre N'gomo Stars
- Château gonflable
- Plein de jeux surprises pour enfants
- Tombola pour les parents

A partir de **13h**

Enfant 12000F
Adulte 20000F
Couple 35000F

Nombre de places strictement limité!
N'oubliez pas notre buffet dominical animé par l'orchestre chaque dimanche à 12h30

Reservation : 04 21 45 71 / 04 17 83 03
Rejoignez-nous sur : [Facebook] [Twitter] [Instagram]

Centre Sportif **Saoti**
Viva sport

Lynn's RESTAURANT
SPÉCIALITÉS ORIENTALES & EUROPÉENNES
PIZZERIA - FASTFOOD
LIVRAISON À DOMICILE

PLAT DU JOUR 6 000 F CFA

QUARTIER GLASS
03 19 33 33 - 02 95 33 33

POUR VOS PUBLICITÉS



Contacts :

Tél : 04 10 03 91
07 17 34 20